

**N° DP 25/300**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **VELO SPORT HYEROIS - VERSEMENT DU SOLDE DE LA SUBVENTION 2024**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n° 03/12/31/191 en date du 15 décembre 2003 portant reconnaissance de l'intérêt communautaire du vélodrome d'Hyères-les-Palmiers,

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n° 03/09/23/115 relative à la définition de la politique sportive de Toulon Provence Méditerranée,

**VU** le règlement financier de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la décision Président n°24/91 du 8 février 2024, portant attribution d'une subvention de 20 000 € à l'association Vélo Sport Hyérois pour l'organisation de 5 omniiums et du Festival international piste 2024,

**VU** la convention de participation financière 2024 définissant les conditions d'attribution de la subvention, notifiée le 22 mars 2024 à l'association Vélos Sport Hyérois,

**VU** le compte-rendu financier de la subvention transmis par l'association,

**CONSIDERANT** que la Métropole TPM a décidé d'apporter un soutien financier de 20 000 € au Vélo Sport Hyérois pour l'organisation de 5 omniiums et du Festival international piste, s'agissant d'événements significatifs pour le rayonnement du Vélodrome,

**CONSIDERANT** que ces événements concourent au développement et à la promotion du cyclisme sur le territoire métropolitain,

**CONSIDERANT** que les circonstances non imputables à l'association, comme le désengagement de partenaires institutionnels, notamment l'Agence Nationale du Sport, ont grevé le budget prévisionnel des actions présentées par l'association (montant des recettes réalisées inférieur au montant prévisionnel),

**CONSIDERANT** que l'association a su rééquilibrer son budget en diminuant ses dépenses, tout en garantissant la réalisation des événements dans les conditions prévues,

**CONSIDERANT** de ce fait, que l'association présente un compte-rendu financier pouvant amener à une proratisation du montant de la subvention attribuée, compte-tenu d'un montant réel des dépenses inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel,

**CONSIDERANT** au regard de la qualité des événements organisés par le Vélo Sport Hyérois, que la Métropole ne souhaite pas faire porter à l'association la charge d'une proratisation de la subvention,

# DECIDE

## ARTICLE 1

**DE MAINTENIR** à hauteur de 20 000 €, le montant de la subvention attribuée au titre de l'organisation en 2024 de 5 omniums et du Festival international piste, malgré le compte rendu de la subvention.

## ARTICLE 2

**DE PROCEDER** au versement du solde de la subvention 2024, soit 6 000 € à l'association Vélo Sport Hyérois pour l'organisation de 5 omniums et du Festival international piste.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **21 MAR. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



51 MAR 1952



***Nous sommes là pour vous aider***



## ASSOCIATIONS



15059\*02

# COMPTE-RENDU FINANCIER DE SUBVENTION

(arrêté du Premier ministre du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier prévu par le quatrième alinéa de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations)

Le compte-rendu a pour objet la description des opérations comptables qui attestent de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

Ce compte-rendu est à retourner à l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice au cours duquel la subvention a été accordée.

Il doit obligatoirement être établi, avant toute nouvelle demande de subvention.

Il doit être accompagné du dernier rapport annuel d'activité et des comptes approuvés du dernier exercice clos.

Vous pouvez ne renseigner que les cases grisées du tableau si le budget prévisionnel de l'action projetée a été présenté sous cette forme.

Le compte rendu financier est composé de trois feuillets :

1. un bilan qualitatif de l'action
2. un tableau de données chiffrées
3. l'annexe explicative du tableau

Ces fiches peuvent être adaptées par les autorités publiques en fonction de leurs priorités d'intervention.

Article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (extraits) :

*« Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'organisme de droit privé bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Le compte rendu financier est déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.*

*Le budget et les comptes de tout organisme de droit privé ayant reçu une subvention, la convention prévue au présent article et le compte rendu financier de la subvention doivent être communiqués à toute personne qui en fait la demande par l'autorité administrative ayant attribué la subvention ou celles qui les détiennent, dans les conditions prévues par la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 précitée. »*

# 1. Bilan qualitatif de l'action réalisée

## Identification :

Nom : VELO SPORT HYEROIS

Numéro SIRET : 3384708871100015

Numéro RNA ou à défaut celui du récépissé en préfecture : W832005328

Pour une association régie par le code civil local (Alsace-Moselle), date de l'inscription au registre des

Associations : 111111

## Décrire précisément la mise en œuvre de l'action :

Organisation d'une épreuve internationale, inscrite au calendrier de l'Union Cycliste Internationale, de cyclisme sur piste au Vélodrome Toulon Provence Méditerranée

## Quel a été le nombre approximatif de personnes bénéficiaires (par type de publics) ?

Environ 120 participants représentant plus de 20 pays différents

## Quels ont été les date(s) et lieu(x) de réalisation de votre action ?

Samedi 25 & Dimanche 26 Mai 2024

## Les objectifs de l'action ont-ils été atteints au regard des indicateurs utilisés ?

Les objectifs ont été pleinement atteints:

- Avec une participation de près de 120 concurrents ;
- Avec la participation d'équipes et concurrents préparant les Jeux Olympiques Paris 2024;
- Le respect du cahier des charges de l'UCI.



## 2. Tableau de synthèse<sup>1</sup>.

### Exercice 2024

CHARGES	Prévision	Réalisation	%	PRODUITS	Prévision	Réalisation	%
<b>Charges directes affectées à l'action</b>				<b>Ressources directes affectées à l'action</b>			
60 - Achat	32 000	8 14		70 - Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	10 000	1 390	
				73 - Dotations et produits de tarification			
Achats matières et fournitures	30 000	814		74- Subventions d'exploitation <sup>2</sup>	60 000	13 000	
Autres fournitures	2 000			Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)			
61 - Services extérieurs	13 000	3 986		- Agence Nationale du Sport	10 000		
Locations	20 000			-			
Entretien et réparation		3 986		Région(s) :	15 000	3 000	
Assurance	3 000			-			
Documentation				Département(s) :	10 000	5 000	
				-			
62 - Autres services extérieurs	35 000	16 869		Intercommunalité(s) : EPCI <sup>3</sup>	25 000	15 000	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	20 000	16 669		-			
Publicité, publication	10 000			Commune(s) :			
Déplacements, missions	5 000	219		-			
Services bancaires, autres				Organismes sociaux (détailler) :			
63 - Impôts et taxes	0	0		-			
Impôts et taxes sur rémunération				Fonds européens			
Autres impôts et taxes				L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)			
64- Charges de personnel	0	2 412					
Rémunération des personnels		1 198		Autres établissements publics			
Charges sociales		213		Aides privées			
Autres charges de personnel							
65- Autres charges de gestion courante				75 - Autres produits de gestion courante	20 000	1 925	
				Dont cotisations, dons manuels ou legs			
66- Charges financières				76 - Produits financiers			
67- Charges exceptionnelles				77- Produits exceptionnels			
68- Dotation aux amortissements		3 363		78 - Reports ressources non utilisées d'opérations antérieures			
<b>CHARGES INDIRECTES AFFECTEES A L'ACTION</b>				<b>RESSOURCES PROPRES AFFECTEES A L'ACTION</b>			
Charges fixes de fonctionnement							
Frais financiers							
Autres							
Total des charges	40 000	26 462		Total des produits	40 000	26 315	
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES<sup>4</sup></b>							
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	0		87 - Contributions volontaires en nature	0	0	
860- Secours en nature				870- Bénévolat	6 000		
861- Mise à disposition gratuite de biens et services	2 000			871- Prestations en nature	2 000		
862- Prestations							
864- Personnel bénévole	6 000			875- Dons en nature			
TOTAL	9 000	2 642		TOTAL	9 000	2 635	
<b>La subvention de...15 000...€ représente .....% du Total des produits.</b>							

<sup>1</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros

<sup>2</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements obtenus d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicités.

<sup>3</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

<sup>4</sup> Leur inscription en comptabilité n'est possible que si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables ; voir le guide publié sur « [www.associations.gouv.fr](http://www.associations.gouv.fr) »

### 3. Données chiffrées : annexe.

Règles de répartition des charges indirectes affectées à l'action subventionnée (exemple : quote-part ou pourcentage des loyers, des salaires, etc.) :

Néant

Expliquer et justifier les écarts significatifs éventuels entre le budget prévisionnel de l'action et le budget final exécuté :

Le budget final exécuté est équilibré, nous avons tenu compte des recettes pour engager les dépenses

Contributions volontaires en nature affectées à la réalisation du projet ou de l'action subventionnée<sup>5</sup> :

Bénévolat membres du Vélo Sport Hyérois

Valorisation de prestations offertes par des partenaires de l'organisation

Observations à formuler sur le compte-rendu financier de l'opération subventionnée :

Le budget est donc équilibré. L'objectif est d'accroître les recettes de l'organisation pour évoluer vers une épreuve de classe 1 UCI, de développer l'image de l'épreuve (streaming du week-end) et de promouvoir les offres autour de l'hospitalité de l'événement

Je soussigné(e), (nom et prénom) DIDELOT Vincent

représentant(e) légal(e) de l'association Vélo Sport Hyérois

certifie exactes les informations du présent compte rendu.

Fait, le 31 octobre 2024 à Hyères

Signature

VELO SPORT HYEROIS  
Vélodrome de Costebelle  
Chemin de l'Ermitage  
83400 HYERES  
velodromehyeres@orange.fr  
04 94 00 69 69

<sup>5</sup> Les « contributions volontaires » correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites de personnes ainsi que de biens meubles (matériel, véhicules, etc.) ou immeubles. Leur inscription en comptabilité n'est possible que si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables ; voir le guide publié sur « [www.associations.gouv.fr](http://www.associations.gouv.fr) »



**Nous sommes là pour vous aider**



## ASSOCIATIONS



n°15059\*02

# COMPTE-RENDU FINANCIER DE SUBVENTION

(arrêté du Premier ministre du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier prévu par le quatrième alinéa de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations)

Le compte-rendu a pour objet la description des opérations comptables qui attestent de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

Ce compte-rendu est à retourner à l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice au cours duquel la subvention a été accordée.

Il doit obligatoirement être établi, avant toute nouvelle demande de subvention.

Il doit être accompagné du dernier rapport annuel d'activité et des comptes approuvés du dernier exercice clos.

Vous pouvez ne renseigner que les cases grisées du tableau si le budget prévisionnel de l'action projetée a été présenté sous cette forme.

Le compte rendu financier est composé de trois feuillets :

1. un bilan qualitatif de l'action
2. un tableau de données chiffrées
3. l'annexe explicative du tableau

Ces fiches peuvent être adaptées par les autorités publiques en fonction de leurs priorités d'intervention.

Article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (extraits) :

*« Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'organisme de droit privé bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Le compte rendu financier est déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.*

*Le budget et les comptes de tout organisme de droit privé ayant reçu une subvention, la convention prévue au présent article et le compte rendu financier de la subvention doivent être communiqués à toute personne qui en fait la demande par l'autorité administrative ayant attribué la subvention ou celles qui les détiennent, dans les conditions prévues par la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 précitée. »*

# 1. Bilan qualitatif de l'action réalisée

## Identification :

Nom : VELO SPORT HYEROIS

Numéro SIRET : 3 8 4 7 0 8 8 7 1 0 0 0 1 5

Numéro RNA ou à défaut celui du récépissé en préfecture : W 8 3 2 0 0 5 3 2 8

Pour une association régie par le code civil local (Alsace-Moselle), date de l'inscription au registre des Associations :

## Décrire précisément la mise en œuvre de l'action :

Organisation de 6 omniums régionaux de cyclisme sur piste au vélodrome Toulon Provence Méditerranée, inscrits au calendrier régional de la Fédération Française de Cyclisme

## Quel a été le nombre approximatif de personnes bénéficiaires (par type de publics) ?

Environ 40 participants par omnium

## Quels ont été les date(s) et lieu(x) de réalisation de votre action ?

24 février 2024, 6 avril 2024, 27 avril 2024, 10 mai 2024, 14 septembre 2024 et 12 octobre 2024 au vélodrome Toulon Provence Méditerranée

## Les objectifs de l'action ont-ils été atteints au regard des indicateurs utilisés ?

Les objectifs ont été atteints :

- avec une participation de près de 240 concurrents ;
- avec une finale le 12 octobre avec un classement des 6 compétitions ;
- avec le respect du règlement de la Fédération Française de Cyclisme.

## 2. Tableau de synthèse<sup>1</sup>.

### Exercice 2024

CHARGES	Prévision	Réalisation	%	PRODUITS	Prévision	Réalisation	%
<b>Charges directes affectées à l'action</b>				<b>Ressources directes affectées à l'action</b>			
60 – Achat	2200	318		70 – Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	1500		
				73 – Dotations et produits de tarification			
Achats matières et fournitures	1600	318		74- Subventions d'exploitation <sup>2</sup>	13500	5000	
Autres fournitures	400			Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)			
61 - Services extérieurs	1350	0		-			
Locations	1050			-			
Entretien et réparation				Région(s) :			
Assurance	500			-			
Documentation				Département(s) :			
				-			
62 - Autres services extérieurs	6000	8076		Intercommunalité(s) : EPCI <sup>3</sup>			
Rémunérations intermédiaires et honoraires	5100	8076		-			
Publicité, publication	500			Métropole Toulon Provence Méditerranée	9000	5000	
Déplacements, missions	400			Commune(s) :			
Services bancaires, autres				- Ville d'Hyères	4500		
63 - Impôts et taxes	0	0		Organismes sociaux (détailler) :			
Impôts et taxes sur rémunération				-			
Autres impôts et taxes				Fonds européens			
				L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)			
64- Charges de personnel	6400	0					
Rémunération des personnels	4600			Autres établissements publics			
Charges sociales	1800			Aides privées			
Autres charges de personnel							
65- Autres charges de gestion courante				75 - Autres produits de gestion courante	2000	719	
				Dont cotisations, dons manuels ou legs	2000		
66- Charges financières	910			76 - Produits financiers			
67- Charges exceptionnelles				77- Produits exceptionnels			
68- Dotation aux amortissements	140			78 – Reports ressources non utilisées d'opérations antérieures			
<b>CHARGES INDIRECTES AFFECTEES A L'ACTION</b>				<b>RESSOURCES PROPRES AFFECTEES A L'ACTION</b>			
Charges fixes de fonctionnement							
Frais financiers							
Autres							
Total des charges	0	8394		Total des produits	0	5719	
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES<sup>4</sup></b>							
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	0		87 - Contributions volontaires en nature	0	0	
860- Secours en nature				870- Bénévolat	1600		
861- Mise à disposition gratuite de biens et services	500			871- Prestations en nature	500		
862- Prestations							
864- Personnel bénévole	1600			875- Dons en nature			
TOTAL	17000	8394		TOTAL	17000	5719	
<b>La subvention de...5000...€ représente 87.427872201.% du Total des produits.</b>							

<sup>1</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros

<sup>2</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements obtenus d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicités.

<sup>3</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

<sup>4</sup> Leur inscription en comptabilité n'est possible que si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables ; voir le guide publié sur « [www.associations.gouv.fr](http://www.associations.gouv.fr) »

### 3. Données chiffrées : annexe.

Règles de répartition des charges indirectes affectées à l'action subventionnée (exemple : quote-part ou pourcentage des loyers, des salaires, etc.) :

Néant

Expliquer et justifier les écarts significatifs éventuels entre le budget prévisionnel de l'action et le budget final exécuté :

Le budget final exécuté est en déséquilibre en raison d'un nombre d'épreuves organisées plus important en 2024 (ajout de 2 épreuves à l'automne)

Contributions volontaires en nature affectées à la réalisation du projet ou de l'action subventionnée<sup>5</sup> :

Bénévolat des membres du Vélo Sport Hyérois

Observations à formuler sur le compte-rendu financier de l'opération subventionnée :

Le budget est donc déséquilibré. L'objectif est d'accroître les recettes des organisations avec une participation plus importante de concurrents et la recherche de ressources supplémentaires; l'idée étant de promouvoir le cyclisme sur piste en organisant des épreuves inter-régionales.

Je soussigné(e), (nom et prénom) DIDELOT Vincent  
représentant(e) légal(e) de l'association VELO SPORT HYEROIS

certifie exactes les informations du présent compte rendu.

Fait, le 28 janvier 2025 à HYERES

Signature



<sup>5</sup> Les « contributions volontaires » correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites de personnes ainsi que de biens meubles (matériel, véhicules, etc.) ou immeubles. Leur inscription en comptabilité n'est possible que si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables ; voir le guide publié sur « [www.associations.gouv.fr](http://www.associations.gouv.fr) »